



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille, le 5 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



LINDE FRANCE S.A

Lotissement industriel La Minaude
Zone nord de l'Aubette
13130 BERRE L ETANG

Références : NN/MDP-D-1078-MRT-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement LINDE FRANCE S.A implanté Lotissement industriel La Minaude Zone nord de l'Aubette 13130 BERRE L ETANG. L'inspection a été annoncée le 19/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par arrêté préfectoral complémentaire du 03/02/2022, Monsieur le Préfet a donné l'autorisation environnementale à LINDE pour modifier les conditions d'exploitation et les capacités de stockage de matières dangereuses sur son site existant situé sur la commune de Berre l'Etang. La visite d'inspection du 16/06/2022 a pour l'objectif de vérifier la conformité du site aux dispositions de ce nouvel arrêté préfectoral en particulier sur les rejets d'effluents aqueux ainsi que sur l'inventaire et l'identification des substances et produits chimiques présents sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINDE FRANCE S.A
- Lotissement industriel La Minaude Zone nord de l'Aubette 13130 BERRE L ETANG
- Code AIOT dans GUN : 0006402114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

L'activité principale du site LINDE à Berre est le conditionnement de différents types de gaz dont l'acétylène en provenance des unités de LyondellBasell. Le site actuel est organisé de la façon

suivante :

- Une unité des gaz industriel,
- Une unité d'acétylène,
- Un atelier VMP (visite matière poreuse) où est assurée la maintenance des bouteilles d'acétylène,
- Une plateforme Nord de stockage de bouteilles de gaz vides ou de gaz neutres et comburants.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Garanties financières,
- Gestion des effluents aqueux,
- Inventaire et identification des substances et produits chimiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etanchéité des bassins de rétention	Autre du 01/07/2020, article Etude d'impact - 4.2.3.1	/	Sans objet
Aménagement des points de prélèvements	AP Complémentaire du 03/02/2022, article 4.4.4.1	/	Sans objet
Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	AP Complémentaire du 03/02/2022, article 4.4.5	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission des eaux pluviales de voiries et de toiture	AP Complémentaire du 03/02/2022, article 4.4.8	/	Sans objet
Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux	AP Complémentaire du 03/02/2022, article 8.2.2	/	Sans objet
Étiquetage des substances et mélanges dangereux	AP Complémentaire du 03/02/2022, article 6.1.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Établissement des garanties financières	AP Complémentaire du 03/02/2022, article 1.5.3	/	Sans objet
Localisation des points de rejet externes	AP Complémentaire du 03/02/2022, article 4.4.3	/	Sans objet
Identification des produits	AP Complémentaire du 03/02/2022, article 6.1.1	/	Sans objet
Contrôle d'étanchéité d'un équipement frigorifique	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 16/06/2022, l'inspection des installations classées a relevé plusieurs non-conformités aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/02/2022 portant notamment sur les sujets suivants :

- l'étanchéité du bassin de rétention,
- la mise en place des points de prélèvement d'échantillons et de mesure sur la canalisation de rejet d'eaux pluviales du site,

- le contrôle des effluents aqueux permettant vérifier leur conformité aux caractéristiques prescrites dans l'arrêté préfectoral,
- l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux au niveau des aires permanentes de stockage en récipients mobiles, des tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux et les zones de dépotage ou de stockage,
- la quantité d'ammoniac stockée sur le site.

Il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments de réponse aux observations formulées dans les délais précisés dans les fiches de constats ci-dessous. A défaut, l'exploitant justifiera les délais de réponse proposés. D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Établissement des garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/02/2022, article 1.5.3
Thème(s) : Autre, Établissement des garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le document attestant la constitution des garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement, est adressé au préfet sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Les garanties financières requises au titre du 3° de l'article R.516-1 du code de l'Environnement peuvent être mutualisées selon l'arrêté ministériel du 24 septembre 2018 fixant les règles de calculs et modalités de constitution des garanties financières.</p>
<p>Constats : Par courriel du 24/05/2022, l'exploitant a transmis l'acte de cautionnement N° MP022 00030 – 005 de la société QBE EUROPE SA/NV portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'établissement LINDE France situé à Berre l'Etang, - le montant de 241 000 € pour la garantie financière spécifiée dans l'arrêté préfectoral du 03/02/2022, - la durée de validité de l'acte : du 03/02/2022 au 02/02/2024.
Observations : sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Localisation des points de rejet externes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/02/2022, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet externes
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- eaux domestiques : raccordement au réseau communal d'assainissement ;- eaux pluviales et eaux d'extinction : raccordement à un débourbeur déshuileur muni d'une vanne de fermeture, puis rejet dans deux bassins de rétention de la zone industrielle qui se déversent dans le réseau pluvial communal ; le débourbeur déshuileur sera mis en place dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté le schéma des réseaux d'eau du site permettant de distinguer : <ul style="list-style-type: none">- les effluents domestiques qui se rejettent dans le réseau communal de la zone industrielle,- les effluents pluviaux qui sont collectées dans les réseaux spécifiques puis rejetées dans les deux bassins de rétention de la zone pétrochimique. En sortie de ces deux bassins, les eaux sont ensuite rejetées dans le réseau communal.- les eaux d'extinction incendie sont collectées via le réseau de collecte des eaux pluviales. <p>L'exploitant indique la mise en place du débourbeur déshuileur est bien prévue afin de respecter l'échéance de février 2023.</p>
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etanchéité des bassins de rétention

Référence réglementaire : Autre du 01/07/2020, article Etude d'impact - 4.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des bassins de rétention
Prescription contrôlée : Le bassin de rétention étanche d'un volume de 16 200 m3 permet de collecter les eaux pluviales du site et une partie du lotissement industriel de la Mimaude (Linde/Palsud/Europackaging). En cas de besoin, un système d'obturation placé à l'aval du bassin permet d'isoler le réseau pluvial du site Linde avant rejet vers le bassin de rétention. Ce système permet donc de confiner les eaux impactées sur le site Linde. De plus, une vanne d'isolement est également présente en sortie du bassin de rétention.
Constats : Les eaux pluviales sont collectées dans les réseaux spécifique puis rejetées dans le bassin de rétention de la zone pétrochimique. La gestion des eaux d'extinction en cas d'incendie est maîtrisée via le même bassin de rétention avec une vanne présente en amont du bassin et une également en sortie du bassin pour permettre le confinement des eaux. Lors de la visite du site, l'inspection constate les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- le bassin de rétention d'un volume de 16 200 m3 est divisé en deux parties séparées par un merlon et reliées par une vanne laissée en position ouverte,- la première partie située juste à l'exutoire du réseau d'eaux pluviales de Linde dispose d'une géomembrane en fond de bassin et d'une paroi bétonnée. La présence d'une végétation importante à l'intérieur du bassin est de nature à remettre en cause l'étanchéité de la géomembrane,- la deuxième partie du bassin de rétention ne dispose pas de géomembrane. L'exploitant indique par ailleurs que : <ul style="list-style-type: none">- ce bassin de rétention ne fait pas l'objet de maintenance préventif,- les procédures réflexes en cas de risques de pollution ne prévoient pas de modalités de gestion des vannes du bassin de rétention.
Observations : Sous le délai d'un mois à compter de la date de notification du présent rapport, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- la justification de l'étanchéité du bassin de rétention. Cette justification sera accompagnée d'un rapport de contrôle de l'état des dispositions constructives mises en place et le cas échéant, un plan d'actions correctives dont l'échéancier de réalisation n'excède pas 6 mois à compter de la date de notification du présent rapport ;- la définition du programme de maintenance préventif du bassin de rétention permettant de s'assurer de son bon état et de son étanchéité dans le temps ;- les procédures réflexes en cas de risques de pollution précisant explicitement les modalités de gestion des vannes du bassin de rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagement des points de prélèvements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/02/2022, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des points de prélèvements
Prescription contrôlée : Sur les ouvrages de rejet des effluents, sont prévus des points de prélèvement d'échantillons ainsi que des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Ces ouvrages de rejet des effluents vers les réseaux extérieurs au site sont aménagés de telle sorte que l'on puisse y réaliser des prélèvements asservis au débit. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées).
Constats : L'exploitant indique que l'aménagement des points de prélèvement d'échantillons et de mesure des effluents aqueux sera réalisé en même temps que la mise en place du déboureur/déshuileur qui nécessite des modifications du réseau.
Observations : Sous 1 mois après la notification du présent rapport, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la justification de la conformité du point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure choisis sur la canalisation de rejet d'eaux pluviales du site vers le bassin de rétention au regard des disposition de l'article 4.4.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/02/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/02/2022, article 4.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none">• de matières flottantes,• de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs inflammables ou odorantes,• de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- température maximale : 30 °C ;- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;-couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt / j
Constats : L'exploitant indique qu'aucune mesure n'est actuellement réalisée afin de vérifier la conformité des rejets aux caractéristiques prescrites à l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectorale complémentaire du 02/03/2022.
Observations : Sous 1 mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une procédure opérationnelle relative au contrôle des effluents aqueux permettant vérifier la conformité des rejets aux caractéristiques prescrites à l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/02/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales de voiries et de toiture

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/02/2022, article 4.4.8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales de voiries et de toiture
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu des respecter avant rejet des eaux pluviales dans le réseau de collecte des eaux pluviales de la zone industrielle de la MIMAUDE les valeurs limites en concentration suivantes : Paramètre / CODE SANDRE / Concentrations instantanées (mg/l) Matières en suspension : 1305 - 35mg/l DBO5 (sur effluent non décanté) : 1313 - 100mg/l DCO (sur effluent non décanté) : 1314 - 125mg/l Somme de l'indice hydrocarbure et de l'indice hydrocarbure volatil : 7009 - 5mg/l
Constats : L'exploitant indique qu'aucune mesure n'est actuellement réalisée afin de vérifier la conformité des rejets aux valeurs limites à l'article 4.4.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/02/2022.
Observations : Sous 1 mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une procédure opérationnelle relative au contrôle des effluents aqueux permettant vérifier la conformité des rejets aux valeurs limites prescrites à l'article 4.4.8 de l'arrêté préfectorale complémentaire du 03/02/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/02/2022, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours, et de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées).
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté l'inventaire du jour des stocks des substances et mélanges dangereux ainsi que le plan général des stockages. Cet inventaire précise notamment les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- nom du produit,- caractéristiques du contenant,- mentions de dangers,- rubrique ICPE associée.
Observations : Sous 15 jours à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant informera l'inspection des installations classées les dispositions prises pour respecter la quantité maximale d'ammoniac stockée sur le site soit en évacuant les bouteilles excédentaires, soit en transmettant un porter à connaissance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Identification des produits

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/02/2022, article 6.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Identification des produits
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées). L'exploitant doit avoir à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. La qualité des produits des réservoirs fixes doit être facilement identifiable.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté l'inventaire des substances et mélanges présents dans son établissement et un plan des stockages. Les informations relatives à la nature, l'état physique, la quantité, et l'emplacement des produits sont précisées. L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité de chaque substance et mélange présents dans son établissement.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/02/2022, article 61.2
Thème(s) : Produits chimiques, Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux
Prescription contrôlée : Conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations dangereuses, les fûts, réservoirs mobiles et autres emballages à l'intérieur du site doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles sont indiqués de façon très lisible le ou les numéros et les symboles de dangers correspondants aux produits stockés. Par un codage couleur conventionnelle des tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux, l'exploitant est en mesure d'identifier les familles de fluides y circulant. Les substances ou mélanges dangereux présents sont clairement indiqués, au minimum, au niveau des raccordements. Les identifiants, propriétés et dangers de ces substances ou mélanges, sont clairement connus par les salariés et visibles / accessibles au minimum dans les bâtiments de production.
Constats : Par sondage, l'inspection a vérifié l'étiquetage (pictogrammes de danger et mentions de danger) des bouteilles des produits suivants : dioxyde de soufre, l'ammoniac, acétylène et hydrogène. L'inspection constate la présence de l'identification des produits et les pictogrammes de danger dans les ateliers de conditionnement des gaz et d'acétylènes. L'inspection constate l'absence d'identification du produit et les pictogrammes de danger sur : <ul style="list-style-type: none">- les aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles,- les tuyauteries apparentes contenant ou transportant l'acétylène,- les zones de dépotage ou de stockage de l'acétone, d'acétylène et de GNR.
Observations : Sous 3 mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant mettra en place un étiquetage comportant les identifiants, propriétés et dangers des substances ou mélanges sur les installations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles,- les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux en particulier l'acétylène,- les zones de dépotage ou de stockage de des substances ou mélanges dangereux en particulier l'acétone, l'acétylène et le GNR.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle d'étanchéité d'un équipement frigorifique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle périodique des équipements
Prescription contrôlée : Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide ; de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
Constats : L'installation de refroidissement des bouteilles d'acétylène dispose d'un groupe frigorifique contenant 14kg de fluide frigorigène R410a, soit une charge totale de 30 tonnes équivalentes CO2. En application de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/06/2016 modifié, cet équipement doit faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité annuel. Lors de la visite du site, l'inspection constate la présence d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu portant la date 04/2022. Cette marque indique la date limite de validité de contrôle d'étanchéité. L'exploitant a présenté à l'inspection la fiche d'intervention datant du 13/04/2021 relative au contrôle d'étanchéité de 2021 de l'équipement. Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que pour l'année 2022, le groupe froid a été arrêté du fait de l'arrêt de l'unité de conditionnement de l'acétylène (en lien avec le grand arrêté du Pôle Pétrochimique de Berre) et que son contrôle d'étanchéité n'a pas encore été réalisé. A la suite de l'inspection, par courriel du 27/06/2022, l'exploitant a transmis la fiche d'intervention datant du 20/06/2022 relative au contrôle d'étanchéité de l'année 2022 de l'équipement. Cette fiche d'intervention indique qu'aucune fuite de fluide frigorigène n'a été détectée.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet